

PLUS JAMAIS ÇA ?

Par les éditions *tahin party*

« Croire que l'État représente le bien public par définition, par vertu intrinsèque, est une des croyances à la fois la plus folle, la moins étayée par la réalité et une de celle à laquelle nous tenons le plus. Cette croyance filtre et déforme la réalité: la complicité de l'Élysée dans le génocide rwandais, même lourdement démontrée par les faits, est rejetée ou occultée. L'identification de l'État au bien public est en grande partie aussi illusoire que la réalité de la démocratie. »

Jean-Paul Gouteux, *La Foi : une histoire culturelle du mal*

Les massacres que nous décrit Jean-Paul Gouteux, s'ils sont monstrueux par leur ampleur, ne sont qu'un élément dans la longue série des crimes que commet la France en Afrique depuis la « décolonisation »¹. Une grande partie des décideurs français – politiques, militaires, hommes d'affaire –, dans les plus hautes instances du pouvoir, ont commis et couvert ces crimes².

1 – Cf. François-Xavier Verschave, *La Françafrique et Noir silence*, op. cit.

2 – De nombreux autres, qui ne sont pas nommés ici, apparaissent notamment au fil des pages des ouvrages de Verschave.

Et si l'on prête attention aux dessous de la politique internationale, force est de constater que l'ensemble ou presque des grands pays démocratiques sont parmi les plus dangereux³ de la planète ; directement, comme la France au Rwanda, ou indirectement, comme les autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ne serait-ce que par non-intervention et soutien complice. On pourrait citer la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, l'Australie, les États-Unis, etc. Le détail importe peu. Les démocraties occidentales sont coutumières de crimes à grande échelle⁴. Le phénomène est trop général pour que l'on puisse croire à des accidents. Le problème n'est pas celui d'individus qui abuseraient indûment des responsabilités qui leur sont confiées. Si des pratiques telles que celles de la FrancAfrique perdurent depuis si longtemps, si on en retrouve de similaires dans presque tous les pays occidentaux, c'est parce que les institutions politiques de ces pays les permettent, voire les favorisent. Nos démocraties représentatives ont pour conséquence de créer une classe dirigeante à qui elles donnent tout pouvoir. Elle est composée des gens qui sont les décideurs dans les domaines politique, économique, militaire, journalistique, etc. Leurs motivations sont sans aucun doute complexes, multiples, mêlant des éléments d'intérêt

3 – Ce sont aussi les principaux vendeurs et trafiquants d'armes.

4 – Ainsi, dans un ouvrage consacré essentiellement aux soutiens occidentaux à l'« épuration ethnique » opérée par les Serbes et les Croates à l'encontre des Bosniaques et des Kosovars de 1991 à 1999, on apprend : « Quant à l'exécution du génocide, c'est avec le soutien des États français, anglais et américain qu'elle s'est déroulée. Soutien occulté par un discours grossier mais (et) efficace qui voulait qu'on eût affaire à une "guerre civile" entre "ethnies" déchirées depuis l'orée des temps par des "haines ancestrales", devant la puissance et l'irrationalité desquelles la raison et les forces de l'Occident, d'aillieurs "divisées", ne pouvaient que confesser leur "impuissance". Une presse mercenaire ou simplement ignare et paresseuse a partout diffusé le message. » L'auteur rappelle plus loin qu'on retrouve un soutien similaire, à nouveau, au génocide perpétré par l'armée indonésienne au Timor-Est, en 1999. Cf. Jean-Franklin Narodetzki, *Nuits serbes et brouillards occidentaux. Introduction à la complicité de génocide*, L'Esprit frappeur, 1999, pp.128 et 150.

personnel direct (s'enrichir, rester au pouvoir, rendre service à leurs amis et aux membres de leurs réseaux) à des fantasmes (grandeur de la France, qui n'a rien à voir avec l'intérêt réel de ses habitant-e-s, pouvoir d'agir sur la vie de millions de gens, etc.). Il n'y a tout simplement aucune raison de penser que leurs intérêts sont les mêmes que ceux du reste de la population.

« *L'opération Turquoise [...] n'a été présentée comme une "opération humanitaire" qu'aux naïfs. "Ça c'est ce qu'on dit toujours" a ironisé Jean-Pierre Chevènement...* » Dans un pays démocratique comme la France, personne ne s'étonne vraiment que les dirigeant-e-s mentent à la population. Car c'est bien de cela qu'il s'agit ici. Les naïfs à qui l'on ment, c'est vous, nous, les gens qui ne décident pas, les consommateurs d'information, les votant-es. Et les menteurs sont leurs représentant-es élu-es. Cette phrase de Chevènement montre mieux qu'un long discours le fossé de mépris qui sépare les deux catégories : les dirigeant-es censé-es représenter la population savent que celle-ci serait probablement hostile à un certain nombre de leurs décisions si elle en connaissait les véritables motivations et conséquences, et cela n'influence leur attitude qu'en les poussant à masquer leur cynisme.

Le mot même de *démocratie*, « pouvoir par le peuple », n'est que de la poudre aux yeux. Le pouvoir appartient de fait à un nombre restreint d'individus. Pourtant, le masque de la démocratie, le rite des élections, ont aussi leurs fonctions : ils pérennisent ce système de dupes en donnant aux populations l'impression de participer à la politique de leur pays, et par là même ils légitiment toutes les décisions des dirigeant-es. Dans ces conditions, tolérer ce système, c'est non seulement renoncer à décider, mais c'est aussi accepter que des crimes comme le soutien au gouvernement génocidaire rwandais soient commis en notre nom, c'est en accepter une part de responsabilité.

Après les diverses expériences malheureuses de ces deux derniers siècles, quelle place reste-t-il encore pour l'imagination politique ? Les deux systèmes qui aujourd'hui se partagent peu ou prou la planète sont deux organisations étatiques de

la société, la démocratie libérale et la dictature. Dans les deux cas, la réalité du pouvoir est partagée entre la classe dirigeante et les décideurs économiques. Nous en sommes là. C'est proprement catastrophique, comme le montre assez la marche du monde. Alors, que faire? Destituer, juger les coupables, et les remplacer par des gens présumés honnêtes? Mais outre que les mécanismes de la course au pouvoir favoriseront à nouveau les plus dépourvus de scrupules, on connaît les effets corrosifs du pouvoir sur une éventuelle honnêteté.

Agir dans nos pays est pourtant une nécessité qui peut s'avérer vitale pour les millions de personnes qui sont aujourd'hui à la merci de nos dirigeants. La lutte contre notre propre complicité est politique, bien sûr, mais aussi sociale et culturelle. Nous ne savons pas vraiment comment vivre autrement, ni comment établir des contre-feux. Nous le saurons en essayant. Il nous faut inventer et imposer une autre gestion du pouvoir, dont le premier impératif soit qu'il ne puisse être approprié par aucun groupe spécialisé, et que personne n'en soit exclu-e.

Nous savons désormais que c'est une nécessité de développer une méfiance absolue, et d'entrer en résistance(s).

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

La colonisation du Rwanda

1885

Partage de l'Afrique entre les puissances européennes (conférence de Berlin). Attribution du Rwanda (sous le règne de Mutara II Rwogera) à l'Empire allemand.

1900

Fondation de la première mission catholique par les Pères blancs à Save. Administration indirecte du royaume par les Allemands qui ouvrent une résidence.

1916

Guerre mondiale, attaque de Shangi par les troupes belges. Passage du Rwanda sous occupation belge.

1924

Mandat de tutelle accordé à la Belgique par la Société des Nations (mandat confirmé par l'ONU en 1946).

1930-32

Début d'une politique d'épuration et de remodelage des pouvoirs coutumiers, menée par le gouverneur Voisin.